Chapitre 6 : Conflits collectifs et leur résolution

I. Différentes formes de conflits collectifs du travail

A. La grève

(Conflit collectif : présence d'un litige d'un groupe de sal + intérêt collectif à défendre)

1. Droit de grève

1. cessation du travail
2. cessation collective et concertée du W
3. existence de revendications PROFESSIONNELLES

2. Grèves licites

Grèves	Caractéristiques	Licite ?
surprise		Préavis obligatoire ds secteur privé
spontanée	Ex : par soli suite licenciement	
débrayages répétés	Arrêts de courte durée	Ssi !-> désorganisation concertée de l'E
tournante	succession vagues de grèves planifiées	Interdites ds le secteur public Abusives si intent° manifeste de nuire ou désorganiser l'E
de solidarité		Faut un intérêt personnel/ prof à faire grève

3. Grèves illicites

- g. politiques : en + c une faute lourde
- g. avec occupation des locaux (attte droit de prop et droit du W)
 - ms qq jurisprudence où pas d'expulsion, autre où occup° = modalité du droit de grève...
- g. perlées : ralentir W ss vrai arrêt (!= grève -> gréviste pas protégé)

4. Conséquences de la grève

- sans incidence pour les non grévistes
- si g. licite : simple suspension du contrat de W
- si g. illicite : rupture contrat de W pr faute lourde

B. Le lock-out (fermeture temporaire de l'E décidée par le boss en réponse à un conflit collectif du travail)

1. Le principe : illicéité du lock-out
2. Exceptions : licéité du lock-out en cas de circonstance contraignante -voisin force majeure. Alors on peut ne pas payer salariés, qui W pas.

II. Modes de résolutions (en réalité : de + en + négociations directes entre parties ou avec pdce Inspecteur du W)

A. La conciliation

1. Conciliation conventionnelle ou légale
 - = prévue par les conventions Co. (svt echec)
2. Commission de conciliation
 - composée de représentants des organisations représentatives d'employeurs et de sal en nombre égal et de représentants des pouvoirs publics.
 - Départementale, régional ou Nat selon taille conflit.
3. Issue de la conciliation
 1. Accord : rédaction procès-verbal de conciliation (~accords collectifs de W), à notifier aux parties, applicable dès son dépôt.
 2. Echec : rédac... de non conciliation lol. -> soumission poss à procédure de médiation ou d'arbitrage.

B. La médiation

1. Le médiateur
 - désigné par les parties ou par le ministre du W ds une liste
 - rôle : chercher à rapprocher pts de vues divergents à l'aide de recommandations. A l'issue procédure, propose une recommandation motivée, /s formes de propositions.
2. L'issue de la médiation (8 jours pour décider)
 1. Accord, cf conciliation
 2. Echec : constatation, communiqué au Min du W le txt de recomm + rapport s/ le différend et motifs du rejet

C. L'arbitrage

→ obligé d'aboutir

→ soit prévu ds conventions collectives -> arbitrage conventionnelle, soit à la suite échec conciliation / médiation)

1. L'arbitre

- svt fonctionnaire ou magistrat
- il statue en droit → = « juge »
- il statue en équité (C° W, salaires...)

2. La sentence arbitrale

- doit être motivée par l'arbitre
- à notifier par lettre recomm avec accusé aux parties ds les 24h. Aussi à déposer à l'admini°
- a force exécutoire, s'impose aux parties. ^M effets que conventions et accords Co.